**ANNEXE 14 : MODELE DE FICHE D’INFORMATION A DESTINATION DES SALARIES**

**COLLECTE DIRECTE**

1. **LES OBJECTIFS DE CE DOCUMENT**

Dans le cadre de l’exécution de votre contrat de travail, et notamment dans le cadre de la gestion du personnel et de la paie, nous sommes amenés à collecter vos données personnelles (ex : nom, prénom, adresses, numéro de téléphone…).

Le présent document a donc pour objet de vous fournir l’ensemble des informations nécessaires liées aux traitements des données à caractère personnel vous concernant, conformément aux exigences légales applicables en la matière.

1. **PETITS RAPPELS SUR LES DONNEES PERSONNELLES**

**Quelle est la réglementation applicable ?**

En France, le principal texte applicable relatif à la protection des données à caractère personnel est la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

Celle-ci a été modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 afin d’y intégrer les dispositions relatives au Règlement 2016/679/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « le RGPD »).

**Qu’est-ce qu’une donnée à caractère personnel ?**

Une donnée à caractère personnel est toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, que l’on appelle « personne concernée».

La Commission Nationale Informatique et Libertés (la CNIL) vient définir une donnée personnelle comme étant *« toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement. »*

Exemples : un nom, une photo, une empreinte, une adresse postale, une adresse mail, un numéro de téléphone, un numéro de sécurité sociale, un matricule interne, une adresse IP, un identifiant de connexion informatique, un enregistrement vocal, etc.

**Qu’est-ce qu’une donnée à caractère personnel *« sensible »* ?**

La CNIL vient définir les données à caractère sensible comme étant toute *« information concernant l’origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l’appartenance syndicale, la santé ou la vie sexuelle. »*

En principe, il est interdit de recueillir des données sensibles, sauf notamment si la personne concernée à donner son consentement de manière claire, libre et éclairée.

C’est pourquoi dans le cadre de notre relation relative à l’exécution de votre contrat de travail, nous ne vous demanderons jamais de nous fournir de données à caractère personnel dites sensibles, sauf avec votre consentement.

Cependant, nous pourrions amenés à être destinataire de certaines données de santé concernant notamment vos arrêts de travail et maladies.

Dans cette hypothèse, nous pouvons vous assurer que seules les personnes habilitées à connaitre de ces informations au sein de la structure ne seront destinataires de ces données.

**Qu’est-ce qu’une donnée à caractère personnel relative à la santé ?**

Les données à caractère personnel concernant la santé sont les données relatives à la santé physique ou mentale, passée, présente ou future, d’une personne physique (y compris la prestation de services de soins de santé) qui révèlent des informations sur l’état de santé de cette personne.

Cette définition comprend donc par exemple :

* les informations relatives à une personne physique collectées lors de son inscription en vue de bénéficier de services de soins de santé ou lors de la prestation de ces services : un numéro, un symbole ou un élément spécifique attribué à une personne physique pour l’identifier de manière unique à des fins de santé ;
* les informations obtenues lors du test ou de l’examen d’une partie du corps ou d’une substance corporelle, y compris à partir des données génétiques et d’échantillons biologiques ;
* les informations concernant une maladie, un handicap, un risque de maladie, les antécédents médicaux, un traitement clinique ou l’état physiologique ou biomédical de la personne concernée.

**Qu’est-ce que le principe de minimisation de la collecte des données à caractère personnel ?**

Le principe de minimisation de la collecte des données à caractère personnel est un des principes fondamentaux du RGPD.

En effet, il est précisé à l’article 5 du RGPD que :

 *« 1. Les données à caractère personnel doivent être : […]*

*c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ; […] »*

En clair, il s’agit de collecter uniquement et exclusivement les données qui sont nécessaires à la finalité du traitement, et donc de minimiser autant que possible le nombre de données collectées.

En effet, mois les données collectées sont nombreuses, plus les risques de violation de la vie privée sont limités.

Aussi, si vous pensez que la collecte de l’une de vos données à caractère personnel n’est pas nécessaire au regard de votre situation, n’hésitez pas à en discuter avec votre interlocuteur afin qu’il puisse vous apporter toutes les précisions nécessaires.

1. **LES INFORMATIONS QUE NOUS DEVONS VOUS TRANSMETTRE**

Conformément à la législation applicable, nous vous remercions de bien vouloir prendre connaissance des informations suivantes relatives aux traitements de vos données personnelles que nous effectuons.

|  |  |
| --- | --- |
| **Identité et coordonnées du Responsable du traitement** | ***+++ à compléter avec le nom et l’adresse du SSTI+++*** |
| **Représentant du Responsable du traitement** | ***+++ à compléter avec le nom et prénom du représentant +++*** |
| **Identité et coordonnées du DPO** | ***+++ à compléter avec le nom et l’adresse email du DPO +++*** |
| **Finalités des traitements** | Versement du salaireEnvoi de courriersMise à disposition d’équipements informatiquesGestion de la relation de travailCommunication avec les organismes sociaux et gestion des cotisations sociales |
| **Caractère obligatoire de la collecte** | Oui, mais conformément à la réglementation en vigueur, nous nous engageons à ne collecter que les données exclusivement nécessaires aux finalités susvisées, conformément au principe de minimisation de la collecte. |
| **Base juridique des traitements de données** | Exécution du contrat de travail |
| **Destinataires des données** | L'accès aux données personnelles est strictement limité aux salariés de l’entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l’entreprise par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées nécessaires à la gestion de votre contrat (exemple : sous-traitance de la paie).Il est précisé que, dans le cadre de l’exécution de leurs prestations, les tiers n’ont qu’un accès limité aux données et ont l’obligation de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles. |
| **Transfert des données en dehors de l’Union Européenne** | NON |
| **Durée de conservation des données** | Les données seront conservées aussi longtemps que nécessaire à l’exécution de votre contrat, à l’accomplissement par le SSTI de ses obligations légales et réglementaires et à l’exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence |

1. **QUELS SONT VOS DROITS ?**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, vous disposez de certains droits concernant le traitement de vos données personnelles, sous réserve des dispositions restrictives applicables.

Ces droits sont les suivants :

**Un droit d’accès à vos données à caractère personnel**

La législation vient préciser que toute personne concernée peut demander au responsable de traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou non traitées, et lorsqu’elles le sont, l’accès auxdites données à caractère personnel ainsi qu’à un certain nombre d’informations (finalités du traitement, catégories de données concernées, destinataire des données, existence d’un transfert hors UE, durée de conservation…)[[1]](#footnote-1).

Nous devrions alors vous répondre dans un délai d’un mois (prolongement de deux mois possible *« compte tenu de la complexité et du nombre de demandes »* et si la personne concernée en a été informée dans le délai initial de un mois).

Si la réponse est par principe gratuite, nous nous réservons la possibilité de solliciter le paiement de frais raisonnables si votre demande engendre des coûts administratifs et que la demande est manifestement infondée ou excessive.

A ce titre, il convient de vous préciser que nous ne sommes pas tenus de vous répondre si :

* la demande est manifestement abusive, notamment son caractère répété ou systématique ;
* les données ne sont pas conservées.

Nous tenons d’ores et déjà à vous préciser que par le présent document, nous vous avons fourni l’ensemble des informations auxquelles vous pouvez avoir accès.

Encore une fois, n’hésitez pas à vous rapprocher de nos services si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires.

**Un droit de rectification de vos données à caractère personnel**

La législation vient préciser que toute personne concernée a le droit d’obtenir du responsable de traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données personnelles la concernant qui sont inexactes[[2]](#footnote-2).

Par ailleurs, compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a en outre le droit d’obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

Aussi, si votre situation a changé et qu’il convient de modifier vos données à caractère personnel, n’hésitez pas à nous le faire savoir.

**Un droit à l’oubli et à l’effacement de vos données à caractère personnel**

Toute personne concernée a le droit d’obtenir du responsable du traitement l’effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère la concernant[[3]](#footnote-3).

Le droit à l’effacement comprend le droit au déréférencement et à la suppression des données personnelles collectées.

Ce droit n’est pour autant pas général et ne s’applique que pour des motifs limitativement énumérés, à savoir :

* les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;
* la personne concernée retire son consentement sur lequel est fondé le traitement et il n’existe pas d’autre fondement juridique de traitement ;
* la personne concernée s’oppose au traitement et il n’existe pas de motifs impérieux et légitimes pour le traitement ;
* les données à caractère personnel ont fait l’objet d’un traitement illicite ;
* les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale.

Par ailleurs, des dérogations au droit à l’effacement sont prévues dans la mesure où le traitement est nécessaire :

* à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information;
* pour respecter une obligation légale qui requiert le traitement, ou pour exécuter une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;
* pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique,
* à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans la mesure où le droit visé est susceptible de rendre impossible ou de compromettre gravement la réalisation des objectifs dudit traitement;
* à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

Aussi, dans l’hypothèse où vous souhaiteriez que nous procédions à l’effacement de certaines de vos données personnelles, nous vous remercions de bien vouloir nous adresser une demande écrite, que nous ne manquerons pas de traiter dans les meilleurs délais.

Nous ne manquerons pas alors de vous faire savoir si votre demande est recevable ou non, et bien entendu de motiver notre décision.

**Un droit à la portabilité de vos données à caractère personnel**

Le droit à la portabilité confère à la personne concernée le droit de recevoir les données à caractère personnel la concernant qu’elle a fournies à un responsable de traitement, dans un format structuré et couramment utilisé lisible par machine[[4]](#footnote-4).

La personne concernée a alors le droit de transmettre ces données à un autre responsable de traitement, sans que le responsable de traitement initial ne puisse y faire obstacle.

**Un droit à la limitation du traitement de vos données à caractère personnel**

Le droit à la limitation signifie que la personne concernée a le droit d’obtenir du responsable de traitement qu’il limite le traitement, cette limitation étant définie comme étant *« le marquage de données à caractère personnel conservées, en vue de limiter leur traitement futur »[[5]](#footnote-5)*.

Cependant, ce droit ne peut être mis en œuvre que dans certaines hypothèses, à savoir :

* vous contestez l’exactitude des données personnelles ;
* lorsque le traitement est illicite, vous vous opposez à l’effacement des données et exigez à la place une limitation de leur utilisation ;
* nous n’avons plus besoin des données aux fins du traitement mais les données vous sont encore nécessaires pour la constatation, l’exercice ou la défense de vos droits en justice ;
* vous vous êtes opposé(e) au traitement.

Seule la conservation des données est alors autorisée, sans qu’aucun autre traitement ne puisse être effectué.

**Un droit d’opposition au traitement de vos données à caractère personnel**

Conformément aux dispositions législatives applicables, vous disposez du droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement de données à caractère personnel vous concernant[[6]](#footnote-6).

Il convient de vous préciser que ce droit n’est pas absolu et que vous devez avancer un motif légitime pour pouvoir bénéficier de ce droit.

Dans le cas où vous souhaiteriez vous opposer au traitement de tout ou partie de vos données personnelles que nous traitons, nous devrons étudier s’il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés, ou pour la constatation, l’exercice ou la défense des droits en justice.

Aussi, il est possible que dans le cas où vous vous souhaiteriez faire valoir votre droit d’opposition, celui-ci vous soit refusé, conformément aux règles de droit applicables.

Dans cette hypothèse, vous pourrez exercer un recours soit auprès de nos services, soit auprès de la CNIL.

1. **NOS GARANTIES**

Nous tenons en tout état de cause à vous assurer que nous mettons tout en œuvre afin de collecter et traiter vos données personnelles dans le plus strict respect des règles applicables et qu’il ne vous sera jamais demandé de nous fournir des données qui ne sont pas nécessaires à l’exécution de nos missions.

Par ailleurs, nous vous garantissons avoir mis en place au sein de notre structure l’ensemble des mesures structurelles et organisationnelles nécessaires pour préserver la sécurité, l’intégrité et la confidentialité de vos données personnelles, et donc de votre vie privée.

|  |  |
| --- | --- |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est collectée au-delà du strict minimum nécessaire à chaque finalité spécifique du traitement. |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est conservée au-delà du strict minimum nécessaire à chaque finalité spécifique du traitement. |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est traitée à des fins autres que celles de la collecte. |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est divulguée à des tiers commerciaux. |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est vendue ou louée. |
|  | Aucune donnée à caractère personnel n’est conservée de manière non-cryptée. ***+++ à valider +++*** |

1. **COMMENT NOUS CONTACTER ?**

Vous pouvez nous adresser vos demandes par écrit aux adresses suivantes :

* adresse postale : ***+++ à compléter +++***
* adresse courriel : ***+++ à compléter +++***

Nous vous remercions de bien vouloir nous adresser vos courriers à l’attention du Délégué à la Protection des Données.

1. RGPD, article 15 [↑](#footnote-ref-1)
2. RGPD, Article 16 [↑](#footnote-ref-2)
3. RGPD, Article 17 [↑](#footnote-ref-3)
4. RGPD, Article 20 [↑](#footnote-ref-4)
5. RGPD, article 4 § 3 [↑](#footnote-ref-5)
6. RGPD, Article 21 [↑](#footnote-ref-6)